

## DURCIR ET ELARGIR LA LUTTE !

**L**e président de la République ne serait pas opposé à la suppression d'un deuxième jour férié « de solidarité ». Autrement dit, les retraités sont ponctionnés pour aider le pouvoir d'achat des actifs, les actifs sont ponctionnés pour aider les retraités fragiles. De qui se moque-t-on ?

Ce qui est clair, par contre c'est d'une part une nouvelle attaque contre les jours de repos, qu'ils soient fériés ou de congés payés, d'autre part, comme pour le premier jour férié supprimé, que les retraités n'en verront pas la couleur : rappelez-vous, malgré l'instauration de ce jour, on nous ponctionnait du 0,3 % de la Casa (contribution de solidarité autonomie) afin que nous payions nous mêmes notre perte d'autonomie ! Par ailleurs, le président n'envisage pas une minute d'aller chercher l'argent là où il est, dans les poches du CAC 40, pour qui 1 % = 1 milliard d'euros !

Ceci nous conforte dans notre volonté, déjà exprimée, de lier la lutte revendicative des actifs et celle des retraités : appelons les actifs à défendre nos revendications, comme nous appelons les retraités à les soutenir dans leurs actions. Les mécontentements sont multiples, ils grandissent, chacun a au moins une raison de se mobiliser. Certaines convergences commencent à apparaître, il est nécessaire de les faire grandir, d'urgence. Les messages de soutien à nos luttes, et notamment à celle des cheminots, expriment « votre combat est notre combat ». On peut regretter, face au soutien de la FSM et de nombre de ses adhérents du monde entier, le silence assourdissant de la CES dont pourtant la CGT est toujours adhérente... tant en ce qui concerne les actifs que les retraités. Ces derniers continuent à se battre et ont pour objectif immédiat le vote d'une loi de finance rectificative, qui suppri-

merait déjà l'augmentation de la CSG. L'importance de leurs récentes manifestations montre de façon évidente que, s'ils n'en avaient pas pris conscience au moment de l'annonce, ils ont bien vu, à réception de leurs pensions, combien cette mesure, d'ailleurs non annoncée durant la campagne présidentielle, altère leur pouvoir d'achat. Les remerciements télévisés du président sont très mal passés auprès des retraités : on remercie pour un cadeau mais l'augmentation de la CSG est tout simplement du vol !



Avec la perspective d'une nouvelle réforme des retraites, de nouveaux cadeaux au privé (barrages hydro-électriques, aéroports, Française des Jeux, radars embarqués), avec les partenariats public-privé qui se développent (hôpitaux, Palais de Justice de Paris, Pentagone français, la ligne ferroviaire Paris-Bordeaux...) et coûtent très cher aux finances publiques mais engraisent les Bouygues, Vinci et consorts, la nécessité de durcir les oppositions et la lutte large des citoyens se fait criante et incontournable.

Des luttes, hors de notre champ professionnel, ont été bien médiatisées et ont obtenu des résultats rapides : rappelons-nous les « bonnets rouge », les patrons routiers, les agriculteurs, .... A peine leur action entamée, leurs revendications étaient satisfaites, quels qu'en soient les coûts. Nous sommes bien plus nombreux que tous ces manifestants (15 millions de retraités, 6 millions de chômeurs, 29 millions de travailleurs, dont combien de millions de travailleurs pauvres, de travailleurs précaires...) tous avec de vraies raisons de se battre mais pourquoi ne sommes-nous pas plus nombreux ?

**JUSQU'OU LAISSERA-T-ON MACRON ET LE MEDEF CASSER NOS SERVICES PUBLICS, NOTRE PROTECTION SOCIALE, NOS CONVENTIONS COLLECTIVES, ? IL FAUT LEUR OPPOSER UNE VRAIE RESISTANCE, UN VRAI FRONT DE LUTTE !**

## Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris  
93514 Montreuil Cedex  
Tél. 0155826888- Fax. 0155826915  
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : [contact@fnic-cgt.fr](mailto:contact@fnic-cgt.fr)  
Mensuel - 1,06 €  
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE  
ISSN : 2112-2776  
Commission Paritaire : 0119 S 08416

**19 AVRIL**, journée de convergence des luttes, organisée par la CGT, avec le soutien, selon les régions, d'autres syndicats. Toutefois, le gros des troupes était bien CGT, et les retraités étaient présents dans les 130 cortèges sur toute la France, parmi les dizaines de milliers de manifestants, comme ils sont de toutes les actions. Sur la photo, nos camarades de Marseille.



## **1<sup>ER</sup> MAI, 210 000 PARTICIPANTS SUR TOUT LE TERRITOIRE**

avec la présence de nombreux jeunes, de familles, de retraités. La présence de casseurs a occulté, dans les médias, les revendications. L'Union régionale Ile-de-France CGT a communiqué « les pouvoirs publics ont, de toute évidence, utilisé quelques centaines de black blocks (500) pour tenter de nous voler notre 1<sup>er</sup> mai, sous l'œil complice et passif des forces de l'ordre (...qui) ont mis délibérément en danger des femmes, des enfants, des retraités, des pacifiques citoyens usant de leur droit à manifester. »

**22 MAI**, nouvelle journée d'action des services publics, avec le soutien de nombreuses fédérations, dont la FNIC. Il y a convergence quant à la nécessité de défendre la fonction publique, menacée de démantèlement, avec notamment la suppression de 120 000 postes. Les différentes actions sont l'occasion de faire signer la pétition exigeant une loi de finance rectificative, supprimant, dans un premier temps, l'augmentation de la CSG, statuant la fin du gel des pensions et leur augmentation. Cette pétition est disponible sur le site [www.ucr.cgt.fr](http://www.ucr.cgt.fr).

**14 JUIN**, les attaques menées contre les retraités se multiplient depuis des années et tout laisse à croire qu'elles vont encore s'amplifier. Le Conseil d'Orientation des Retraites anticipe une baisse de 20 à 30 % du montant des pensions ! La colère gronde, pourtant le président de la République prétend ne pas la comprendre. Les retraités feront du 14 juin une nouvelle journée nationale de manifestations décentralisées, dans tous les départements.

# INTERNATIONAL

**19 MAI**, Journée européenne de lutte des retraités, à l'appel de la FSM. C'est dans toute l'Europe que les retraités sont la cible d'attaques de la part de leurs gouvernements et leurs revendications sont partout les mêmes, comme leurs



luttent ! Ils refusent d'être les éternels accusés. Nos camarades de Clermont Ferrand ont distribué les tracts explicatifs.

LES SOUTIENS AUX TRAVAILLEURS EN LUTTE SE MULTIPLIENT : D'ITALIE, « VOTRE LUTTE EST NOTRE LUTTE », DE CHYPRE (BUREAU RÉGIONAL DE LA FSM), « SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DU RAIL EN FRANCE POUR LA JOURNÉE SANS TRAIN, SOLIDARITÉ AVEC LES CHEMINOTS FRANÇAIS EN GRÈVE CONTRE LA PRIVATISATION DE LA SNCF », DU PAKISTAN « SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DU RAIL, SOUTIEN TOTAL À LEUR GRÈVE » ... TOUS ONT COMPRIS LES ENJEUX DE CETTE BATAILLE QU'IL NE FAUT SURTOUT PAS PERDRE !



On constate, sur ce tableau que, en 2016, le taux d'inflation mensuel a cumulé à 0,6 % avec, sur trois des premiers mois de l'année, une inflation négative. Sur 2016, elle commence à augmenter à compter de septembre et se prolonge en 2017 avec un cumul mensuel à 1,3 % pour se terminer, en décembre, à 1,2 %. A noter que sur toute la période « Macron-président », le taux, qui avait baissé durant les 6 premiers mois de l'année, remonte régulièrement. En 2018, les chiffres INSEE font état de 1 % sur mars avec un cumul de 1,6 % en glissement annuel.

D'après les accords sur les pensions signés par certains « partenaires sociaux », nous devrions pouvoir bénéficier d'une revalorisation équivalente sur nos pensions et, de la même façon, le taux du livret A devrait passer de 0,75 % à 1,6 %.

N'oublions pas que nos pensions stagnent depuis quatre ans, la minuscule augmentation que l'on nous a généreusement octroyée en 2017 ayant été dissoute dans l'augmentation de la CSG, représentant même une perte d'au moins 0,7 %.

**POUR RAPPEL**, bien que l'on essaie de nous faire croire que les prix de produits de base n'ont pas été impactés par le passage à l'euro, on constate qu'il n'en est rien, comme le fait ressortir le tableau ci-dessous.

€ 10 ans plus tard  
Combien ça coûte en Francs ?

|                        | 2002   | 2012              | 2002                          | 2012                |
|------------------------|--------|-------------------|-------------------------------|---------------------|
| 1 litre de gasoil      | 5,06 F | 8,79 F<br>1,34 €  | 1 baguette de pain            | 2,80 F<br>0,95 €    |
| Coupe de cheveux homme | 75 F   | 144,31 F<br>22 €  | 1 éclair au chocolat          | 7,00 F<br>3,10 €    |
| Carte Orange 2 ans     | 291 F  | 406,69 F<br>62 €  | Forfait ski 3 vallées 8 jours | 1.181 F<br>244,40 € |
| 1 paquet Marlboro      | 22 F   | 39,36 F<br>6,20 € | 5 kg de pommes de terre       | 1,80 F<br>4,92 €    |

<http://pierre-philippe.blogspot.com>

## Impôts : PRÉLEVEMENT À LA SOURCE, RISQUES ET PROBLÈMES.

Exemple d'un couple de retraités en région Hauts de France.

Le taux de mes impôts 2019 sera calculé à partir de ma déclaration, faite en 2018 sur mon revenu de 2017. Il s'établit à 4,9 %.

A partir de Janvier 2019, date de la mise en route du prélèvement à la source, le taux prélevé sur les pensions de mon couple sera donc de 4.9 % soit 169,39 euros, alors qu'actuellement mon prélèvement mensuel est de 184.30 euros. Pourquoi un montant inférieur ? En 2018, je suis prélevé sur 10 mois alors que le prélèvement à la source se fera sur 12 mois. Donc 12 x 169 € c'est supérieur à 10 x 184 €.

La différence me sera remboursée en fin d'année, ça correspondra à des réductions d'impôt (pour moi en raison de dons et cotisations, notamment syndicales). Chaque cas est donc particulier.

Vous avez des problèmes avec les prélèvements des cotisations par le Crédit Coopératif ? Contactez le site [www.collect.online](http://www.collect.online) ou appelez le 09 69 39 01 78.

## L'ÉPOPEE DU 9 MAI 1945

Le 9 mai 1945, à Berlin occupé par l'Armée Rouge, les nazis signent leur capitulation devant l'URSS, mettant fin à la Grande Guerre Patriotique, comme la nomment les Russes.

Rappelons que L'Armée Rouge et le peuple armé ont résisté héroïquement à l'invasion des troupes nazies, au prix de 20 millions de morts, à Moscou, à Léninegrad, à Stalingrad, dans les campagnes, sur les bords du fleuve Niemen (avec l'appui de l'escadrille franco-soviétique qui prendra le nom de Normandie-Niemen).

Lors de la bataille de Stalingrad, la plus cruelle et la plus violente de toute la guerre, ce sont l'Armée rouge, les milices ouvrières, le peuple, qui se sont battus pour défendre chaque immeuble, chaque maison, chaque pièce. La lutte des Soviétiques était suivie avec anxiété dans les foyers français, qui comprenaient que le sort de toute la guerre se jouait alors.

73 ans après, la menace d'une nouvelle guerre mondiale plane sur les relations internationales. L'impérialisme américain et ses alliés de l'OTAN encouragent des conflits qui menacent sérieusement la paix mondiale et font croître le fascisme et l'intolérance. La paix est la première revendication de la CGT, exigeons du président de la République qu'il arrête de jouer au petit soldat et profite de l'aura de la France pour mettre fin aux multiples guerres de ce siècle.

# L'Agenda

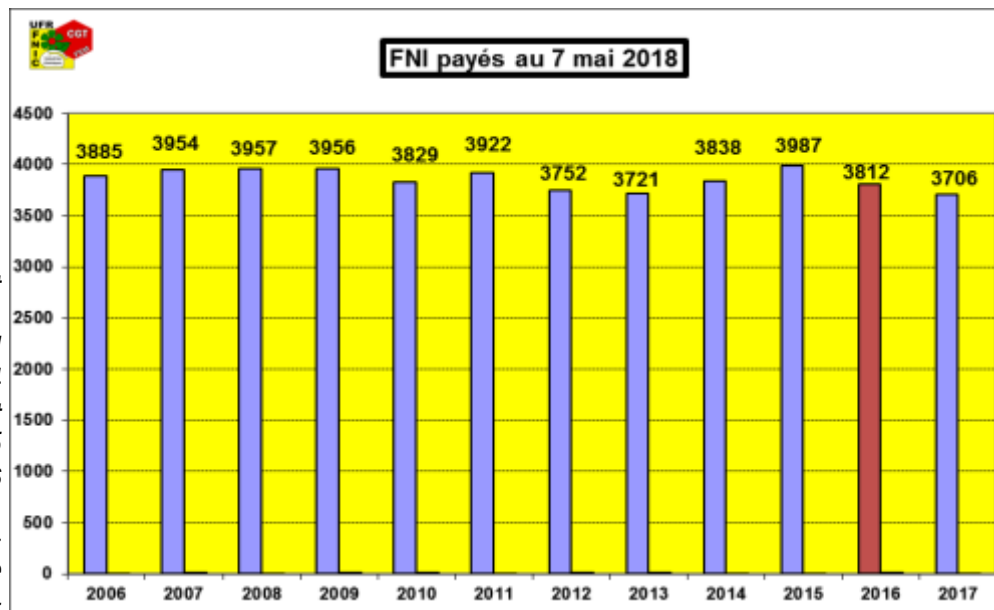
**19 MAI** : journée européenne de lutte des retraités

**22 MAI** : journée d'action pour la défense des services publics

**14 JUIN** : journée d'action UCR des retraités

## l'Orga - le point

L'année 2016 est désormais clôturée, avec un nombre de FNI réglés inférieur de 4,4 % à celui de 2015 et un manque de 175 FNI, sans parler des cotisations mensuelles. Il est donc particulièrement important de faire porter rapidement un maximum d'efforts sur l'année 2017, en même temps que nous nous préoccupons de 2018 (nous n'avons pas encore d'informations de CoGéTise). Pour la participation au congrès confédéral, ce sont les données qui détermineront le nombre de délégués, pensons-y !



## La vie des sections

Pour étoffer cette rubrique, nous avons besoin de vous ! Envoyez-nous des informations sur la vie de vos sections, elles intéresseront beaucoup de camarades.

### COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SYNDICAT MULTIPROFESSIONNEL DES RETRAITÉS CGT DU SECTEUR ROUSSILLONNAIS. (extraits)

Après avoir observé une minute de silence à la mémoire de nos disparus, notre secrétaire général a retracé la situation catastrophique que nous vivons tous, et plus particulièrement les attaques contre nos retraites, notre protection sociale, nos services publics. La destruction du Code du Travail va accélérer les méfaits du capitalisme, alors que les bénéfices des grands du CAC 40 empochent des milliards d'euros reversés aux actionnaires ou placés dans des paradis fiscaux échappant aux finances publiques.

Il a insisté sur la nécessité de renforcer, d'appliquer la continuité syndicale. Il y a 16 millions de retraités en France pour seulement 110 000 adhérents CGT, pourquoi ? Nous devons élargir notre potentiel syndical afin de répondre aux aspirations des populations, les informer et agir contre la catastrophe qui va arriver si nous ne nous bougeons pas rapidement. Il a relancé l'idée de faire des réunions de villages afin d'être au plus près des gens.

Il a rappelé les événements de Mai 1968 dont c'est le 50<sup>ème</sup> anniversaire. Il a aussi été question de la rencontre avec la députée de la 8<sup>ème</sup> circonscription de l'Isère, sans surprise.

Le débat avec les participants a tourné autour de l'impact de la hausse de la CSG sur les retraités, de la pauvreté qui galope, de la macronisation des esprits, de la mésinformation des médias, de la syndicalisation, des problèmes rencontrés par certains adhérents avec la mutuelle Solimut.

Notre trésorier a présenté le bilan financier. Puis il a fait état de notre organisation : diminution du nombre d'adhérents due à des départs naturels et quelques refus pas toujours justifiés mais aussi par manque de continuité syndicale. Un appel a été fait pour étoffer nos commissions de travail, ainsi que pour assurer la distribution de notre journal.

**Notre Assemblée générale s'est poursuivie par la remise d'un cadeau aux personnes ayant 90 ans dans l'année 2018 et s'est terminée par l'habituel repas convivial.**



### ► LE PRÉSIDENT QUI DIT CE QU'IL FAIT ET FAIT CE QU'IL DIT...

Le 19 septembre 2017 à la tribune de l'ONU Macron, en réponse à Trump qui avait fait un discours de va-t-en guerre, déclarait au sujet de la Syrie : "Donnons-nous les moyens réels d'enclencher la négociation. Car la solution sera, à terme, politique et non militaire. C'est notre intérêt à tous, et d'abord bien entendu celui des Syriens".

Malgré cette déclaration officielle et sans l'accord du conseil de sécurité de l'ONU il a été décidé avec Trump et May de bombarder 3 soi-disant entrepôts et fabriques d'armes chimiques, et ils auraient pour ce faire déversé une centaine de missiles. Une centaine de bombes pour seulement 3 sites cela aussi pose question...